



SOLIDAIRES groupe RATP
31 rue de la Grange aux Belles
75010 Paris
Tel : 06 18 86 48 79
contact@solidaires-grouperatp.org

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LA POLITIQUE DU CHIFFRE ET DU TOUT REPRESSIF MOBILISE 90% DES SALARIE-ES DES RER A ET B

Ce mardi 12 décembre 2017, les agents des lignes de RER A et RER B se sont mobilisé-es massivement. Ce sont 90% de grévistes qui ont exprimé-es leur ras-le-bol. Voilà le résultat de l'absence de dialogue social refusé par les Directions des lignes de RER.

Le contrat STIF-RATP est basé sur des incitations financières de types « *bonus-malus* ». 134000 euros mensuels pour la ligne A ou 75000 euros mensuels pour la ligne B en cas d'atteinte des objectifs (94 % de régularité), soit annuellement 1,5 M d'euros pour la A et 1M d'euros pour la B. **Pour cela 27 trains, depuis le 11 décembre 2017, doivent impérativement circuler dans le tronçon central entre Vincennes et la Défense, pour ne citer qu'un exemple stupide d'objectifs à atteindre. Quitte à faire stationner plusieurs rames sous tunnel (2000 à 2500 personnes par train), à ne pas marquer l'arrêt à certaines gares pour satisfaire à la voracité et à l'imbécillité de cette politique d'entreprise.**

Les conducteurs/trices sont souvent stigmatisé-es par leur hiérarchie, ils et elles sont menacé-es pour un oui ou pour un non d'un « *refus d'obéissance* » qui leur coûte à la fois des mises à pieds disciplinaires et des retards à l'avancement. **L'employeur est tout simplement hors la loi en appliquant une double-peine aux salarié-es.** Les autorités de tutelles sont complices et encouragent les Directions des lignes de RER à ces méthodes inacceptables.

L'employeur, le Ministère des Transports, Île de France Mobilités et une partie des élu-es ont « institutionnalisé » le principe de la double peine pour les salarié-es.

La recherche d'une productivité à outrance balaye les droits des agents, ce qui est contraire aux principes de sécurité qui prévalent dans les transports. Transporter 1,9 millions d'usager-es nécessite de la sérénité, de l'absence de management agressif (pression, harcèlement, menaces, chantages) et d'ordres confinant parfois à la bêtise.

La commission d'enquête sur la rénovation du RER du 7 mars 2012 avait déjà pointé du doigt l'ineptie de cette politique mais ces leçons n'ont pas été retenues.

Nous gardons en mémoire la volonté des agents des deux lignes de vouloir agir dès 2016 pour l'amélioration des conditions de travail et conditions de transport des usager-es. SOLIDAIRES groupe RATP soutenait déjà leurs luttes.

Lutter toutes et tous ensemble, uni-es et solidaires, Ligne A et B, toutes organisations syndicales confondues, peut mener à une mobilisation forte et réussie.

La direction du RER doit assumer ses erreurs et tirer des leçons de cette mobilisation gagnante. **Pour ce faire, l'entreprise citoyenne doit changer ses méthodes de management, augmenter l'effectif pour absorber le flux exponentiel d'usager-es et se prémunir de tout incident (installations, signalisations, pannes matériels, etc) en allouant un budget pour assurer une maintenance préventive.**

Paris, le 12 décembre 2017